



MATIÈRES ET DÉCHETS
RADIOACTIFS :
PLAN 2027-2031

ORGANISÉ PAR



**Sciences Politiques Paris
Ecole d'Affaires Publiques
Master 1**

**Fiche de restitution atelier
Serious game PEP**

FICHE DE RESTITUTION ATELIER ÉTUDIANT – DÉBAT PUBLIC PNGMDR 2027-2031

Introduction

Toute Personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement (*extrait de l'article 7 de la Charte constitutionnelle de l'environnement*)

Le rôle de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) est de faire respecter ce droit.

La CNDP est une autorité administrative indépendante, elle ne dépend ni des responsables de projets mis en débat, ni du Gouvernement.

Ses valeurs sont : la dépendance, la neutralité, la transparence, l'inclusion, l'argumentation et son égalité dans leur traitement. (Pour des renseignements complémentaires se reporter à la plaquette de présentation CNDP jointe)

Parce que les décisions, les orientations prises aujourd'hui impacteront votre futur et les générations à venir, il est évident et primordial pour l'équipe du débat d'inclure la jeunesse dans ce processus du débat public « Matières et Déchets radioactifs : plan 2027-2031 »

Ce débat public, prévu du 10 octobre 2025 au 10 février 2026, vise à préparer le 6^e Plan National de Gestion des Matières et Déchets Radioactifs (PNGMDR) 2027-2031. Ce débat a pour objectif de garantir un accès à l'information, de permettre à chacun de se forger une opinion et à contribuer aux choix à venir concernant la gestion des matières et déchets radioactifs. (Pour des renseignements complémentaires se reporter à la plaquette de présentation du débat jointe)

Thématiques du débat à choisir

Sur la base des nombreuses actions identifiées dans le 5^e PNGMDR et à l'issue de l'étude de contexte menée préalablement au débat, 9 thématiques se sont dégagées, considérées comme prioritaires par les membres de l'équipe du débat :

- Articulation entre PPE (Programmation pluriannuelle de l'énergie) et PNGMDR : la gouvernance des décisions, le devenir des déchets liés au nouveau nucléaire (nouveaux EPR, SMR...)

- La catégorisation entre matière et déchets et leurs impacts
- Les coûts et le financement de la gestion des matières et déchets radioactifs
- Les enjeux de la phase industrielle pilote de Cigéo (Centre industriel de stockage géologique)
- La réversibilité et les alternatives à l'enfouissement profond.
- La gestion des déchets de très faible activité en augmentation en raison du démantèlement
- La gestion des déchets de faible activité à vie longue sans filière
- La gestion des déchets radioactifs médicaux
- Les impacts territoriaux de la gestion des matières et déchets radioactifs

La fiche de restitution qui vous est présentée ici, vise principalement à encadrer le compte-rendu d'un atelier pédagogique à destination des étudiantes et étudiants, en lien avec les objectifs du débat.

[Cette fiche doit être impérativement remplie et renvoyée avec les productions, pour la prise en compte des travaux par l'équipe du débat.](#)

Pour rappel :

L'atelier s'inscrit dans une démarche ayant des motivations et interactions avec le cursus universitaire.

L'atelier a été mené dans le respect des valeurs de la CNDP : compréhension des informations et données adaptées au public, communication effectuée en toute objectivité et neutralité par le corps enseignant. Les arguments ont été considérés sur le même plan.

Nom de l'établissement	Sciences Po Paris
Niveau / Section	Master Ecole d'Affaires Publiques M1
Date	du 23/01 au 10/02/2026
Durée	3h/3h30
Lieu	Sciences Po
Nombre de participant.e.s	30
Nombres de groupe(s)	4

Traduction de la session en anglais via deepL.com (version gratuite) afin de permettre à l'ensemble des participants.es de comprendre.

Restitution atelier: Groupe 1 scénario 1

<p>PARCOURS Quel parcours (plateau) a été discuté ? Pourquoi ?</p>	<p>orienté</p>
<p>SCÉNARIOS Quels événements ont été discutés pendant la session ? À quels critères d'évaluation étaient-ils associés ?</p>	<p>Corruption du processus d'évaluation + Implication du public + Intégration d'une expertise plurielle Calendrier : dès maintenant</p>
<p>CONTRIBUTIONS CLÉS Quelles idées, réflexions ou points de vue ont émergé autour de la table ?</p>	<p>Rechercher activement la pluralité des participants/parties prenantes dans l'examen du PNGMDR. -> Les ONG environnementales sont-elles représentées de manière égale aux acteurs locaux/producteurs de déchets ? -> Si ce n'est pas le cas, en raison d'un manque d'intérêt (préoccupations liées à l'efficacité ?), comment les inciter de manière significative ? -> Exigence d'une « adaptation maximale réalisable » ? -> « droit de modification » / exigence d'adaptation des propositions réalisables</p> <p>Nécessité d'une responsabilité démocratique : continuer à impliquer les citoyens dans les discussions -> sensibiliser et informer les citoyens sur les enjeux du nucléaire</p> <p>Corruption du processus d'évaluation -> déléguer la supervision à des organismes indépendants, comprenant différents types de parties prenantes (issues de différents horizons)</p> <p>Le parcours orienté n'est probablement pas très résistant à un tel choc, car il définit déjà</p>

clairement la manière dont le programme doit avancer. On pourrait imaginer une situation où, les décisions étant déjà prises, si la gouvernance est capturée par des intérêts privés, la voix du public et même l'expertise scientifique pourraient être réduites au silence. Cela dit, comme nous n'en sommes qu'au début du processus, il est encore possible de résister.

Corruption du processus d'évaluation

La participation du public devrait être organisée et canalisée de manière à ce que la voix du public puisse apporter des informations utiles contre les intérêts politiques/privés. Des organismes juridiques indépendants et externes solides devraient être mis en place pour contrôler la sécurité et enquêter sur les violations. La confiance du public pouvant s'effondrer, il est nécessaire de s'engager à long terme pour garantir la confiance des générations futures.

Créer différents organismes de contrôle indépendants. Chacun tenant compte d'une catégorie de parties prenantes (société civile, experts, institutions...)

Une partie du processus d'évaluation pourrait être effectuée par un organisme international (AEIA ?).

Le parcours orienté ne permet pas une participation directe, mais la corruption obligerait à changer d'acteurs (méthode).
-> Cela pourrait conduire à des informations divergentes.
-> Le débat doit réunir les citoyens et les experts : prendre en compte tous les points de vue / si la corruption est d'État, alors méfiance ?
-> les citoyens ont le droit d'exprimer leurs opinions / d'être impliqués

-> organisme indépendant : plusieurs acteurs différents avec des intérêts différents
-> scepticisme quant à l'efficacité d'un organisme international : perspectives / définitions / ambitions différentes
-> informer le public / rassurer par le biais de rapports

Question de la surveillance internationale
-> problème d'instabilité de l'ordre international, aucune garantie que l'organisme international continue d'exister (question du financement, par exemple)
-> dans quelle mesure la coopération en matière d'énergie nucléaire est-elle réaliste...

Le public devrait avoir accès à des connaissances scientifiques claires et transparentes afin de pouvoir participer au processus décisionnel et au suivi du projet. Cela devrait contribuer à prévenir ou, à tout le moins, à détecter la corruption le cas échéant. Il est préférable que le public soit impliqué dès le début du processus, car il peut ainsi comprendre et corriger plus tôt les erreurs. Nous pouvons ajouter davantage d'institutions délibératives.

Pour atteindre l'objectif de sécurité :
-> surveillance étroite par un organisme indépendant et révision des mesures de sécurité
-> amélioration de la responsabilité des gestionnaires des installations (ex. Andra) : privé / public
-> révision régulière à chaque étape
-> amélioration de l'accessibilité à la société civile

Nous devons nous engager dans une révision permanente du processus jusqu'à la fermeture (tous les 10-15 ans ?). Et le processus de révision lui-même devrait être révisé !

	<p>Ce qui ressort, c'est la nécessité de mettre en place des garanties à chaque étape du processus. Nous devons disposer de processus permettant d'identifier les cas de corruption au sein de la gouvernance.</p> <p>En particulier en ce qui concerne les entreprises privées traitant des déchets (radioactifs), il devrait exister un plan clair, contrôlé par les pouvoirs publics. Andra, EDF et Orano devraient rendre toutes leurs actions plus transparentes. Il devrait être interdit aux autorités publiques de travailler avant ou après dans le secteur privé avec des intérêts nucléaires.</p>
--	--

Restitution atelier: Groupe 1 scénario 2

<p>PARCOURS Quel parcours (plateau) a été discuté ? Pourquoi ?</p>	<p>Orienté</p>
<p>SCÉNARIOS Quels événements ont été discutés pendant la session ? À quels critères d'évaluation étaient-ils associés ?</p>	<p>Obligation de réversibilité (= présente dans les lois actuelles)</p> <ul style="list-style-type: none"> + Équité entre les générations + Calendrier stratégique <p>Délai : environ 100 ans après le début du stockage géologique provisoire</p>
<p>CONTRIBUTIONS CLÉS Quelles idées, réflexions ou points de vue ont émergé autour de la table ?</p>	<p>Obligation de réversibilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> -> engagement proactif de l'expertise scientifique pour évaluer dans quelle mesure les installations actuelles permettent la réversibilité -> révision du plan futur de maintenance et d'action pour les générations futures -> convergence des financements pour le démantèlement / la mise à niveau des installations, tout en donnant la priorité à la sécurité -> dialogue ouvert entre les acteurs -> prévision des coûts

Problématiques :

-> stockage géologique complet ? (comment le rendre possible ?)

-> coût / technicité

Possibilités :

-> (vide)

Obligation de réversibilité :

-> intervenir à ce stade, garantir la réversibilité semble difficile

-> enfermer efficacement les générations futures dans nos décisions, en termes d'orientations techniques, politiques et financières

Restez à jour avec les avancées technologiques, grâce à des révisions régulières et fréquentes de nos politiques de stockage et de gestion des déchets.

Stockage géologique \neq réversibilité.

Seul le progrès scientifique pourrait apporter la réversibilité : dans ce cas, le stockage géologique n'est pas une solution.

-> Concertations démocratiques -> peut-être une meilleure solution ?

-> Permet de changer de voie -> Préserve la capacité d'utilisation (peut-être urgente ?)

-> pourrait retarder la fin de vie sûre -> fardeau pour les générations futures

-> coûteux

En ce qui concerne l'équité entre les générations, on pourrait faire valoir que cet événement offre l'occasion de modifier une configuration initiale qui était très simple. Si une innovation scientifique voit le jour -> nous avons désormais la flexibilité nécessaire pour retirer les déchets. Dans la situation actuelle, cela n'est peut-être pas une priorité

Calculer et anticiper les coûts de réversibilité pour en faire une option : exclure la dépendance

au cheminement en raison d'une allocation budgétaire insuffisante.

Cela signifie que nous devons réfléchir à des solutions alternatives en fonction des scénarios et de la situation politique. Le terme sûr est difficile à atteindre, car l'indécision peut nuire au processus décisionnel. Le stockage doit pouvoir être rouvert si nécessaire. Les générations futures ont encore leur mot à dire, mais nous avons tout de même commencé à enterrer certains déchets à titre provisoire. Nous pouvons continuer à stocker sans fermer le site de stockage, mais cela n'est pas viable.

Obligation

-> Le mandat légal est-il suffisant (cf. options exclues en raison de la dépendance au cheminement) ?

-> Créer, planifier et se former à différents scénarios, afin de savoir ce que nous devrions faire techniquement pour inverser les choix, combien cela coûterait...

Surveiller clairement les étapes clés (fin de la durée de vie de la conception du stockage et fin de la récupérabilité) afin de déclencher automatiquement l'examen d'autres options/voies en temps utile.

Principale question que je retiens du premier tour : le coût de la réversibilité par rapport à l'opportunité qu'elle représente. Il me semble que si cette obligation a été adoptée par un processus démocratique, elle est donc également réversible, et nous pouvons la percevoir davantage comme une opportunité que comme un fardeau.

Pour faire face à l'obligation de réversibilité :
-> améliorer les capacités d'inventaire et de stockage + alternatives

	<p>-> investir dans les nouvelles technologies et la recherche sur l'extraction et le retraitement des matériaux</p> <p>-> mettre en place un financement à long terme, en tenant compte de l'instabilité, du programme de retraitement et du cadre de stockage</p> <p>-> développer un suivi rigoureux des preuves de réversibilité</p> <p>Compte tenu de cette obligation, nous devons augmenter les financements</p> <p>-> pour l'amélioration des installations (technologie pour l'élimination des déchets)</p> <p>-> pour davantage de recherche</p> <p>-> pour une éventuelle gestion à long terme de l'installation (sans fermeture prévisible)</p> <p>-> surveiller : s'assurer de la sécurité</p> <p>-> développer des alternatives pour répondre aux besoins</p> <p>-> établir un nouveau calendrier avec des experts</p> <p>possibilités</p> <p>-> stockage géologique non plein (creuser plus profondément ?)</p> <p>-> moyen de le remplir de manière réversible</p> <p>-> dangereux -> coût élevé</p> <p>Peut-être ne pourrions-nous jamais aller jusqu'au stockage définitif et devrions-nous nous contenter d'une solution provisoire. Cela ne semble pas être l'option la plus sûre, mais cela permettrait bien sûr aux générations futures de faire des choix et, à terme, même d'innover sur le plan scientifique. Cependant, cela entraînerait également des coûts supplémentaires et repousserait la date d'achèvement définitif.</p>
--	--

Restitution atelier : Groupe 1 scénario 3

<p>PARCOURS Quel parcours (plateau) a été discuté ? Pourquoi ?</p>	<p>Ouvert</p>
<p>SCÉNARIOS Quels événements ont été discutés pendant la session ? À quels critères d'évaluation étaient-ils associés ?</p>	<p>Instabilité politique (défaillance de l'État) + Résilience et risque d'abandon + Compatibilité climatique et environnementale Horizon temporel : 100 ans après un stockage de longue durée en surface</p>
<p>CONTRIBUTIONS CLÉS Quelles idées, réflexions ou points de vue ont émergé autour de la table ?</p>	<p>Problèmes : -> décision unifiée (conflit régional) -> démocratie participative + référendum -> recherche claire sur les différentes options (souterrain, maintien en surface, non viable : nécessité d'agir) -> l'inaction peut être dangereuse</p> <p>Instabilité politique : -> intervention d'un organisme supranational pour mettre en place un comité décisionnel d'urgence -> groupe de travail pour garantir la sécurité des installations</p> <p>2 options : donner la priorité à la stabilité politique (fonds pour maintenir les installations actuelles) et attendre la fin de la crise -> maintenir le secteur nucléaire stable mais avec une priorité faible un organisme international établit une feuille de route pour un point final spécifique (question de souveraineté) -> commence à investir + agir dans cette direction</p> <p>Instabilité politique = défaillance de l'État -> garantir la sécurité des infrastructures existantes -> s'assurer qu'elles sont construites de manière à ne pas nécessiter d'entretien constant (étanchéité, etc.), même si le stockage n'était prévu que pour être temporaire -> s'assurer que les actions entreprises, les protocoles, etc. sont consignés et conservés à</p>

plusieurs endroits afin que les connaissances puissent être transmises et récupérées.

Une solution d'urgence doit être préparée même si le choix final n'a pas encore été fait. Au cas où ? Le stockage souterrain comme option.

-> fonds d'urgence, poursuite du fonctionnement, peut-être un financement international ?

- ne peut être abandonné

-> nommer un organisme indépendant temporaire, trouver une alternative

-> le parcours n'est pas résilient

Problèmes :

-> volonté politique (peut-être ne voulons-nous pas mettre en place une démocratie participative)

-> intervention des institutions internationales

Situation géologique provisoire :

-> moins exposée

-> d'autres solutions pourraient encore être explorées

Gouvernance technocratique indépendante, mesures de sauvegarde d'urgence sur plusieurs fronts : physique, budgétaire, personnel...

-> physique : installations hautement sécurisées, bouclées, périmètres... -> améliorer là où c'est possible (préfinancé)

-> budgétaire : par exemple, fonds indépendants pour la gestion des déchets -> refinancement ind.

Voir KENFO (Allemagne)

Quels acteurs restent opérationnels dans une situation d'instabilité politique ?

Qui pouvons-nous mobiliser rapidement face aux risques climatiques ?

Nécessité de disposer d'une autorité indépendante des pouvoirs politiques, capable d'activer un plan de dernier recours

Si aucun État n'est là pour superviser le processus, cela pose de nombreux problèmes pour garantir la sécurité du terminus. Le processus doit être pris en charge par une autre agence ou institution. Les citoyens peuvent se réunir pour prendre une décision finale. Les ressources et les capacités sont fortement endommagées. Le principal problème est la gouvernance.

Défaillance de l'État = occasion de repenser ce qui a été fait. Nouvelle impulsion une fois la situation stabilisée.

-> Mobiliser les scientifiques, les parties prenantes -> possibilité de parvenir à une décision technocratique, mais qui sera responsable ? Démocratie participative : difficile lorsqu'il n'y a pas d'État à mobiliser.
-> Le statu quo prévaudra probablement

Gérer et mettre en place des mesures en temps de crise :

-> organisme externe désignant un groupe de travail composé d'experts du pays concerné (mais : politisé)
-> garantir la sécurité du stockage à long terme en surface
-> décider d'un point de terminus (je ne pense pas qu'une discussion sur la réversibilité puisse avoir lieu, mais en même temps, la crise climatique pourrait nuire au stockage en surface)

Gérer et mettre en place des mesures en temps de crise :

-> organisme externe désignant un groupe de travail composé d'experts du pays concerné (mais : politisé)
-> garantir la sécurité du stockage à long terme en surface
-> décider d'un point final (je ne pense pas qu'il soit possible de discuter de la réversibilité, mais dans le même temps, la crise climatique pourrait nuire au stockage en surface : trouver des alternatives)

	<p>Nous devons rester flexibles quant à la décision finale et au calendrier. Aucune date ni procédure n'est fixée. Une décision finale devra peut-être être prise en urgence plus tôt que prévu si nécessaire, par l'organisme compétent à ce moment-là !</p> <p>Dans un premier temps, la solution provisoire pourrait être prolongée. Cela pourrait également devenir un véritable enjeu pour le pouvoir de contrôler le domaine nucléaire. Attendre la formation d'une nouvelle entité politique afin qu'elle puisse prendre des décisions.</p> <ul style="list-style-type: none"> -> suivre le statu quo -> suivriez-vous le plan préétabli ? -> reporter la fermeture définitive, solution flexible à court terme -> les experts suggèrent une alternative -> apprendre des voisins <p>En l'absence de stabilité politique (par exemple, en cas de défaillance de l'État), les solutions mises en place doivent être suffisamment solides pour survivre à cette instabilité. La fermeture définitive ne peut être conçue et décidée sans concepteurs et décideurs (qualifiés).</p> <p>En matière de gouvernance -> s'efforcer de mettre en place un processus décisionnel rapide, qui pourrait être décrit dans un document précisant qu'un comité scientifique est responsable des installations en surface.</p> <p>En matière de calendrier -> disposer d'un calendrier à court terme actualisé.</p> <p>Nouvel intérêt pour le dilemme flexibilité/réversibilité contre stabilité/sécurité</p>
<p>CHANGEMENT DE PERSPECTIVE Avez-vous changé d'avis ou acquis de nouvelles perspectives</p>	<p>Nouvel intérêt pour le dilemme flexibilité/réversibilité contre stabilité/sécurité.</p>

au cours de la discussion ?

Bien qu'il s'agisse d'un sujet à très long terme, il est nécessaire d'aborder certaines questions et certains scénarios dès aujourd'hui.

Même s'il s'agit d'un sujet très technique, nous devons le rapprocher des citoyens et le placer au cœur du débat public.

Une plus grande attention accordée à la flexibilité et à la réversibilité.

Nous ne pouvons compter sur rien à si long terme ! Impossible de s'y préparer ?

Au départ, je pensais que la question de la gestion des déchets nucléaires était avant tout une question technique/scientifique. Aujourd'hui, je me sens mieux informé sur les thèmes et les discussions connexes et multidisciplinaires qui s'y rapportent.

Ce n'est pas vraiment un changement, mais une meilleure compréhension des raisons pour lesquelles le stockage géologique profond est si répandu

Au début, je pensais qu'il était bon d'avoir beaucoup de liberté, mais je comprends maintenant les aspects positifs d'un plan (à condition qu'il reste quelque peu flexible)

-> perspectives plus pragmatiques

-> le stockage nucléaire n'était pas le même (nouvelles perspectives, la façon dont nous le faisons est la seule possible). Blocage parce que c'est trop risqué

-> quelle était l'importance de la question de la réversibilité (problème à résoudre, pas sujet à débattre)

Malheureusement, je pense avoir réalisé que les options autres que le stockage géologique profond sont rares et je ne sais pas s'il existe vraiment une autre alternative. J'aimerais avoir plus de choix, mais pour l'instant, il semble que

	<p>nous, les générations futures, soyons coincés avec les décisions prises par le passé.</p>
<p>QUESTION OUVERTE Quelle question importante a émergé et mérite d'être approfondie au-delà de cette session ?</p>	<p>Préparation aux situations d'urgence / plans d'urgence Réversibilité, notamment dans l'espoir de progrès technologiques</p> <p>Qui a le pouvoir de prendre des décisions relatives aux déchets nucléaires ? Ce pouvoir décisionnel peut-il être maintenu à long terme ? Pourquoi les pays devraient-ils mettre en place des fonds et des plans d'urgence ? Comment concilier la nécessité de la réversibilité et les découvertes futures avec les contraintes pratiques ?</p> <p>Comment prendre réellement en compte la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique tout en traitant les déchets et les matières radioactifs ? Cela ne peut jamais être durable ! Comment inciter les gens à participer davantage, y compris à la prise de décision ? Pas seulement des paroles en l'air.</p> <p>Question de réversibilité. Option de changement de voie envisageable ou non ? Quelle est l'importance de l'équité intergénérationnelle dans les décisions prises ? Rôle des organisations internationales, possibilité de normes communes. On n'a pas vraiment parlé des questions de sécurité, des échecs.</p> <p>Le stockage risqué déplace leurs déchets dans d'autres pays.</p> <p>Est-il réaliste d'attendre de notre État qu'il gère ces installations pendant si longtemps ? Les fonds préparés sont-ils vraiment suffisants ?</p> <p>Que faire en cas d'urgence, qui agit/décide ?</p>

	<p>Comment se préparer aux situations d'urgence ?</p>
<p>MESSAGE À RETENIR Si un gouvernement, une institution ou un groupe de citoyens devait lire nos conclusions, que voudriez-vous qu'ils retiennent ?</p>	<p>Prenez des décisions, mais collectivement avec les citoyens, dans l'intérêt de tous, mais qui puissent être annulées. Écoutez les alternatives ou travaillez-y pour un avenir meilleur pour tous, s'il vous plaît. N'oubliez pas les vrais problèmes : environnementaux, sociaux, etc.</p> <p>Comment allez-vous équilibrer l'équité intergénérationnelle et la pression en temps de crise ?</p> <p>Préparez-vous au pire. Informez et impliquez les citoyens.</p> <p>Thème d'anticipation (exposition potentielle aux guerres, réversibilité si nous trouvons une meilleure solution) et pas seulement risques environnementaux et humains.</p> <p>L'indépendance, la proactivité et l'action tournée vers l'avenir doivent être au cœur de la gestion des déchets nucléaires. Les prévisions et l'analyse de scénarios doivent également être prises en compte pour garantir la sécurité en cas d'instabilité.</p> <p>Une telle question de planification à long terme a des répercussions sur une longue période, des générations, des régions... Il faut tenir compte des citoyens, évaluer réellement la voie sur laquelle nous nous engageons, sa flexibilité...</p> <p>La planification à long terme est vraiment fondamentale pour garantir la sécurité et la préparation. (Tout peut arriver !)</p> <p>Une gouvernance et des garanties indépendantes à long terme sont essentielles, y compris la préparation à l'effondrement de l'État... en termes de personnel, de sites physiques, de budget, de planification.</p>

**RETOUR SUR
L'EXPÉRIENCE**
Qu'est-ce qui vous a le plus
marqué/surpris
pendant le jeu ?

Excellente structure pour la réflexion.
Pour identifier des questions plus spécifiques /
gagner en pertinence / développer de meilleures
idées ou recommandations.

Des fiches d'information sur les questions clés
seraient utiles.

Manque de connaissances scientifiques
(comment décider quand nous devons fermer
géologiquement) // risques.

Cela soulève beaucoup de questions, j'ai eu
l'impression de manquer de connaissances
concrètes / techniques / d'idées qui auraient
amélioré ma contribution à la conversation.

Il est difficile de prendre en compte toutes les
parties prenantes !

Tout est trop incertain sur un tel calendrier :
toutes nos idées sont trop théoriques !

Je pense que le jeu ne nous donne pas
suffisamment d'outils pour faire des suppositions
éclairées. Le temps de parole est trop long.
Mais nous étions pour la plupart d'accord, ce qui
était surprenant et ne reflète pas la réalité.

L'importance du timing : les crises surviennent,
mais leur impact varie en fonction du calendrier
et du type de scénarios.

Je pense que j'aurais tiré encore plus profit des
discussions si j'avais eu des connaissances
techniques plus approfondies sur le sujet. Je
pense que le parcours doit être davantage
développé.

Si le jeu m'a d'abord semblé compliqué, il est
rapidement devenu clair et extrêmement
intéressant. Le dialogue constructif et ouvert
entre les participants a permis des approches et
des scénarios créatifs, ce que j'ai vraiment
apprécié.

Restitution atelier: Groupe 2 scénario 1

<p>PARCOURS Quel parcours (plateau) a été discuté ? Pourquoi ?</p>	<p>Dirigé</p>
<p>SCÉNARIOS Quels événements ont été discutés pendant la session ? À quels critères d'évaluation étaient-ils associés ?</p>	<p>Une résistance citoyenne remet en question la légitimité du stockage géologique proche de la fermeture. Certaines associations affirment que la radioactivité ne représente aucun danger et que cela ne sert à rien de dépenser autant d'argent dans un tel projet. Doit-on impliquer les publics? Si oui, comment s'assurer que les informations soient bien transmises au public, comment éviter les « fake news », comment maintenir la confiance ?</p> <p>Cartes :</p> <p>B4 – Contestation</p> <p>Y1 – Implication des publics</p> <p>Y5 – Transparence publique</p>
<p>CONTRIBUTIONS CLÉS Quelles idées, réflexions ou points de vue ont émergé autour de la table ?</p>	<p>science participative pour tous les citoyens (IRSN)</p> <p>communication avec différents médias</p> <p>débat public avec des représentants officiels</p> <p>médiateurs scientifiques pour créer des supports grand public permettant d'appréhender le sujet (BD, vidéo, jeu)</p> <p>Dans quelle mesure souhaitons-nous impliquer le public ? (par exemple, s'il ne croit pas à la radioactivité et à ses dangers)</p> <p>Rôle de l'AIEA en matière d'information et d'éducation (des agences nationales similaires pourraient également assumer ce rôle), responsabilité des médias</p>

	<p>Comment garantir la confiance entre les parties prenantes ?</p> <p>Transparence, communication régulière avec le public, implication accrue du public</p> <p>Améliorer l'éducation sur ce sujet afin de réduire la désinformation</p> <p>Si géré sans la société civile (uniquement par des professionnels/ingénieurs) -> même si les gens n'y croient pas, la gestion est sûre</p> <p>Importance d'établir un dialogue à long terme avec la société civile, mais surtout avec les populations locales et régionales, afin de créer au minimum une certaine forme de compréhension mutuelle.</p> <p>Dans tous les cas, la construction touche à sa fin dans ce scénario, et il serait donc plus coûteux de démanteler ou d'adapter les infrastructures.</p> <p>Sensibiliser le public à la méthode scientifique et lui donner les moyens de participer à la création/construction de preuves.</p> <p>Projets scientifiques participatifs : moyens de communication populaires, histoire des catastrophes, dialogue général</p> <p>Éducation : universités du troisième âge</p> <p>Se sentir écouté, plus de transparence, lutter contre les sciences conspirationnistes</p> <p>Dimension technocratique</p> <p>Le timing est important, sinon cela coûte plus cher</p> <p>Comment maintenir la confiance ?</p> <p>Éducation : dès le début de la scolarité, commencer à expliquer à toute la population, et</p>
--	---

	<p>pas seulement aux habitants, comment cela fonctionne.</p> <p>Histoire : par le biais des médias éducatifs, utiliser l'histoire des catastrophes afin que les gens gardent à l'esprit les risques.</p> <p>Comment toucher tous les types de personnes ? Culture</p> <p>Maintenir la confiance : surveillance et transparence, éducation, participation du public à la gestion (démocratique, non technocratique)</p> <p>Devrions-nous impliquer le public ? Plus de transparence = moins de méfiance du public, plus d'implication conduit à moins de théories du complot</p>
--	---

Restitution atelier: Groupe 2 scénario 2

PARCOURS Quel parcours (plateau) a été discuté ? Pourquoi ?	Dirigé
SCÉNARIOS Quels événements ont été discutés pendant la session ? À quels critères d'évaluation étaient-ils associés ?	<p>500 ans après la fermeture, des personnes creusent au niveau du stockage sans savoir les risques encourus, la mémoire du site ayant disparu. Comment s'assurer que la mémoire du risque est transmise à travers le temps et les générations ? Comment la stratégie prend-elle en compte cette dimension culturelle de la mémoire/surveillance du site sur le long-terme ?</p> <p>Cartes :</p> <p>B5 – Intrusion involontaire</p> <p>Y4 – Dispositifs de surveillance globale</p> <p>Z4 – Dimensions culturelle et spirituelle</p>
CONTRIBUTIONS CLÉS Quelles idées, réflexions ou points de vue	Afin de préserver la mémoire pour les générations futures et d'éviter toute intrusion

<p>ont émergé autour de la table ?</p>	<p>dans un territoire radioactif, les pays devraient envisager de créer du matériel pédagogique.</p> <p>Comment préserver la mémoire/mettre en garde les civilisations futures contre les déchets ? Transmission culturelle de la mémoire (histoires, chansons, symboles), architecture de la fin du monde - destinée à détecter les intrusions, les implantations dans la zone Comment assurer la surveillance après le stockage ? Transmission de la responsabilité</p> <p>Mémoire : encoder (code binaire) les consignes de sécurité dans un matériau protecteur durable (métal, roche, etc.) à la surface de Cigeo et à l'intérieur</p> <p>Surveillance : conserver un dispositif de surveillance des radiations avec des avertissements qui se déclenchent en cas de besoin.</p> <p>Mémoire : archives, préservation des souvenirs</p> <p>Habitudes culturelles - catastrophes nucléaires - importance accordée à la surveillance des informations</p> <p>Après détection !</p> <p>Capsules temporelles - inclusion d'informations fondamentales - à prendre en compte</p> <p>Rendre le lieu physiquement inaccessible</p> <p>Surveillance : capteurs à longue durée de vie (1 000 ans et plus), transmission des connaissances par différents moyens (écrits - papier, archives), vidéo, physique (soupirs), rituels ?, mythes locaux ?</p> <p>Langues multiples et informations stockées dans plusieurs régions/pays</p>
--	---

	<p>Argent conservé pour favoriser le partage des connaissances à travers le temps</p> <p>Mémoire : n'oubliez pas, oui, nous voulons oublier les déchets nucléaires, mais nous devons continuer à nous en souvenir.</p> <p>Mais la connaissance du site est-elle plus dangereuse à long terme ?</p> <p>Inscrivez-le dans la charte de l'environnement de la Constitution, installez une signalisation durable sur le site.</p>
--	---

Restitution atelier : Groupe 2 scénario 3

<p>PARCOURS Quel parcours (plateau) a été discuté ? Pourquoi ?</p>	<p>Dirigé</p>
<p>SCÉNARIOS Quels événements ont été discutés pendant la session ? À quels critères d'évaluation étaient-ils associés ?</p>	<p>Durant la construction du site, un changement politique conduit à une coupure de fonds de l'opérateur, conduisant à sa faillite. Comment les risques financiers et géopolitiques sont-ils identifiés, atténués, évités et réévalués en continu tout au long du processus ? Les ressources financières, humaines et institutionnelles sont-elles suffisantes et stables dans le temps ?</p> <p>Cartes :</p> <p>C1 – Effondrement institutionnel</p> <p>X1 – Management proactif des risques</p> <p>Y2 – Capacité et stabilité institutionnelle</p>
<p>CONTRIBUTIONS CLÉS Quelles idées, réflexions ou points de vue ont émergé autour de la table ?</p>	<p>Comment réagir à une réduction des financements ? Comment garantir la stabilité dans ce cas ?</p> <p>De nombreuses situations peuvent entraîner une réduction des financements (guerre, événements politiques, etc.). Il est nécessaire de mettre en place une procédure détaillée pour chacune d'entre elles, prévoyant l'arrêt</p>

temporaire de la construction, la mise en place d'un site de stockage et l'octroi d'un prêt européen/international.

Confier la gestion des productions et des déchets à différentes institutions : si l'une d'entre elles fait faillite, les autres peuvent prendre le relais.

Pour la gestion des déchets : développer une approche à une échelle autre que nationale (par exemple européenne) : si un pays est en crise, les autres continuent d'assurer la gestion des déchets.

Créer un marché mondial pour la gestion des déchets nucléaires : partage des fonds et des idées à l'échelle mondiale

Mais comment atténuer les crises économiques et les changements politiques ?

Contamination inévitable : conséquences négatives immédiates. Si réévaluation continue, pas irréversible

Allouer un budget plus important (utiliser le budget de la défense par exemple)

Dépenses publiques - mouvements pour le financement, panel pour garantir des investissements stables

Disposer d'un opérateur politiquement indépendant

Garantir la stabilité de l'institution en inscrivant la responsabilité de la gestion des déchets nucléaires dans la constitution

mais peut-être aussi impliquer la société civile et les experts dans la gestion, tant au niveau de l'État que des experts.

Peut-être créer une agence internationale ?

	<p>Un programme adéquat pour financer la gestion des déchets radioactifs</p> <p>Comment gérer les risques de manière proactive ? Les régimes démocratiques sont exposés au risque de changement politique, un nouveau régime peut prendre une direction différente -> nous devons consacrer la responsabilité du traitement des déchets nucléaires, y compris la construction</p> <p>Comment garantir la stabilité institutionnelle ? Sources de financement stables pour l'agence (par exemple, pourcentage du budget national), coopération internationale/régionale</p> <p>Contrôle strict des dépenses -> rapports publics pour garantir l'efficacité et renforcer la légitimité (Cour des comptes)</p> <p>Dimension psychologique : convaincre les gens de faire des dons pour une bonne cause ; communication idéale + optimale, présenter cela comme un moyen de sauver le pays.</p> <p>Veiller à ce que tous les projets nucléaires disposent de fonds stockés en toute sécurité, de réserves distinctes de celles des gouvernements (fonds supplémentaires pour les plans A, B et C).</p> <p>Rendre l'organisation chargée de l'élimination des déchets indépendante du gouvernement (mais cela pose alors le problème du déficit démocratique).</p> <p>S'assurer du soutien du public par la compréhension et l'éducation afin de garantir le soutien politique</p> <p>Avoir trouvé : chaque année, une partie du budget des dépenses/de la sécurité est versée à une fondation indépendante -> en cas de crise, disposer de fonds pour assurer la gestion des déchets</p>
--	---

	<p>Acteurs/opérateurs privés ? Issus de milieux divers (avec des dispositions obligatoires + des plans de secours et des infrastructures)</p> <p>Inscrire les principes liés à la sûreté nucléaire dans la culture et la politique, afin que les gouvernements peu sûrs puissent être contestés par la population</p>
--	---

Restitution atelier: Groupe 2 scénario 4

<p>PARCOURS Quel parcours (plateau) a été discuté ? Pourquoi ?</p>	<p>Parcours ouvert</p>
<p>SCÉNARIOS Quels événements ont été discutés pendant la session ? À quels critères d'évaluation étaient-ils associés ?</p>	<p>Après 15 ans de fonctionnement de l'entreposage robuste de surface, un dysfonctionnement se produit, rendant le risque dangereux pour la santé des locaux et de l'environnement. Comment éviter un abandon des déchets dans une situation non stable et comment communiquer avec la population sur les risques et les plans d'actions envisagés et mis en œuvre ?</p> <p>Cartes :</p> <p>A3 – Dysfonctionnement opérationnel</p> <p>X3 – Résilience et risque d'abandon</p> <p>Y5 – Transparence publique</p>
<p>CONTRIBUTIONS CLÉS Quelles idées, réflexions ou points de vue ont émergé autour de la table ?</p>	<p>Comment gérer les risques sanitaires ? Déplacement éventuel de la population ? Certaines personnes ne voudront pas partir, comment prendre soin d'elles ? Impacts économiques ?</p> <p>D'autres pays pourraient-ils s'en servir pour nuire à nos capacités ?</p>

	<p>Informez sur le plan d'action + alternative, question des niveaux d'indemnisation (quelle flexibilité ?)</p> <p>Comment garantir la résilience des installations de stockage/les protéger en cas de dysfonctionnement ? Garantir le bon fonctionnement de la structure qui gère les risques, intervient et surveille les dysfonctionnements - coopération entre les différents niveaux, transparence, bon environnement de travail, prise de décision collective</p> <p>Comment informer le public de manière transparente sur les risques ? Processus délibératif lors de la prise de décisions de ce type, débat public pour permettre aux gens de poser des questions</p> <p>Résilience : ne doit pas être abandonnée, mais doit être une priorité dans le budget. Essayer de protéger la zone -> importance de protéger d'abord la population, puis d'essayer de nettoyer la zone. Il est extrêmement important de fournir des installations sanitaires à la population.</p> <p>Transparence publique -> informer la population locale dès le début.</p> <p>Impossible de l'abandonner, enquête sur la catastrophe. Si des personnes vivent à proximité de la zone, elles doivent être informées et évacuées. Sinon, communication claire tout de même. Le gouvernement doit s'occuper du problème.</p> <p>Disposer d'un plan d'urgence clair et transparent expliquant les différents niveaux de risque à la population : cela permet de réduire la panique en cas de problème, les personnes sont en mesure de comprendre et d'évacuer si nécessaire.</p>
--	--

	<p>Comparer au plan d'urgence dans les zones volcaniques.</p> <p>Résilience : plan d'action en cas de fuite, redondance, lorsque cela se produit, stockage alternatif, équipe de nettoyage, minimisation des risques. En matière de transparence, informer, protéger et indemniser la population touchée.</p>
--	---

Restitution atelier: Groupe 2 scénario 5

<p>PARCOURS Quel parcours (plateau) a été discuté ? Pourquoi ?</p>	<p>ouvert</p>
<p>SCÉNARIOS Quels événements ont été discutés pendant la session ? À quels critères d'évaluation étaient-ils associés ?</p>	<p>Après 80 ans de fonctionnement de l'entreposage robuste de surface, un changement survient dans l'inventaire de déchets. Cela implique plus de déchets que prévu à entreposer que dans le plan initial. Comment gérer l'impact territorial d'une telle situation ? Le parcours permet-il de prendre des décisions réfléchies et en temps utile, sans être contraint par l'urgence ou la pression politique ?</p> <p>Cartes :</p> <p>A1 – Changement de l'inventaire de déchets</p> <p>X2 – Calendrier stratégique</p> <p>Nouvelle carte - Impact territorial</p>
<p>CONTRIBUTIONS CLÉS Quelles idées, réflexions ou points de vue ont émergé autour de la table ?</p>	<p>Comment gérer les risques sanitaires ? Déplacement éventuel de la population ? Certaines personnes ne voudront pas partir, comment prendre soin d'elles ? Impacts économiques ?</p> <p>D'autres pays pourraient-ils s'en servir pour nuire à nos capacités ?</p> <p>Informer sur le plan d'action + alternative, question des niveaux d'indemnisation (quelle flexibilité ?)</p>

Comment garantir la résilience des installations de stockage/les protéger en cas de dysfonctionnement ? Garantir le bon fonctionnement de la structure qui gère les risques, intervient et surveille les dysfonctionnements - coopération entre les différents niveaux, transparence, bon environnement de travail, prise de décision collective

Comment informer le public de manière transparente sur les risques ? Processus délibératif lors de la prise de décisions de ce type, débat public pour permettre aux gens de poser des questions

Résilience : ne doit pas être abandonnée, mais doit être une priorité dans le budget visant à protéger la zone -> importance de protéger d'abord la population, puis d'essayer de nettoyer la zone. Il est extrêmement important de fournir des installations sanitaires à la population.

Transparence publique -> informer la population locale dès le début.

Calendrier stratégique : prévoir des capacités et un budget supplémentaires, veiller à ce que les nouveaux projets de développement de capacités nucléaires tiennent compte de la rapidité avec laquelle les capacités de gestion des déchets peuvent être augmentées.

Impacts territoriaux : informer le public du risque, proposer une compensation.

Impact territorial : réutiliser l'énergie, les sites industriels abandonnés ou inhabités.

Calendrier stratégique : autorisation de construction d'un nouveau site de stockage sous certaines conditions (techniques ou physiques).

Calendrier stratégique : en fonction de l'urgence, construction immédiate d'une nouvelle unité,

	<p>surveillance pour éviter que des situations similaires ne se reproduisent.</p> <p>Impacts territoriaux : réévaluation des dommages au niveau régional, idéalement à titre temporaire uniquement.</p> <p>Inclure la population locale dans la discussion -> compensation économique, attendre de déterminer les propriétés des déchets pour agir, financer la R&D</p> <p>Les opérateurs privés/publics devraient absorber le besoin de financement de nouvelles infrastructures plus importantes</p> <p>Pourrait-il y avoir un accord international avec des installations sous-utilisées d'un autre pays ? Où la nouvelle infrastructure serait-elle construite ?</p> <p>Création d'une gestion par les générations futures s'il n'y a pas de Cigeo. Nécessité d'un plan de secours en cas de surcharge, qu'en est-il de la biodiversité, plus d'infrastructures = moins d'espaces naturels.</p> <p>Comment gérer les changements d'inventaire ? Comment s'assurer que la stratégie est suffisamment flexible pour s'adapter à ces changements au fil du temps ? Une réglementation serait nécessaire pour garantir que tous les projets/producteurs nucléaires disposent d'un plan solide pour traiter les déchets ultérieurement.</p> <p>Quel est l'impact territorial ? Participation populaire à la planification des projets nucléaires.</p> <p>Calendrier stratégique : ne permet pas de prendre des décisions efficaces, car cela impliquerait une nouvelle élimination -> nécessité d'évaluer précisément avant les besoins</p>
--	--

	Impact territorial : doit également être évalué, car il a un impact sur la population.
--	--

<p>CHANGEMENT DE PERSPECTIVE Avez-vous changé d'avis ou acquis de nouvelles perspectives au cours de la discussion ?</p>	<p>J'ai acquis de nouvelles connaissances pendant le jeu, notamment sur le rôle des autres pays vis-à-vis de la France. Quand je pensais au nucléaire, je pensais qu'il s'agissait d'un sujet strictement national, mais il faut également tenir compte de la coopération/des menaces des autres pays.</p> <p>L'atelier m'a fait réfléchir aux questions de transparence et de démocratie, alors que je pensais que le problème était principalement abordé sous l'angle technique.</p> <p>J'ai changé d'avis sur la diversité des questions à traiter dans le domaine des déchets radioactifs : même des modifications mineures dans la politique peuvent générer toute une série de nouveaux problèmes.</p> <p>Je n'ai pas changé d'avis sur les déchets nucléaires, car je n'avais pas beaucoup de connaissances ni d'opinion à ce sujet. J'ai toutefois acquis de nouvelles connaissances sur la manière dont certaines situations (à long terme) pourraient être gérées.</p> <p>Je pensais que les déchets nucléaires étaient un sujet qui faisait l'unanimité, mais il existe en réalité de nombreux points de discorde. Je pensais que le stockage géologique à long terme faisait l'objet d'un consensus, mais j'ai appris qu'il avait aussi ses limites (moins de flexibilité).</p> <p>C'est toujours très intéressant de découvrir des solutions ou des scénarios auxquels nous n'avions pas pensé auparavant.</p>
<p>QUESTION OUVERTE Quelle question importante a émergé et mérite d'être approfondie</p>	<p>Pour moi, une question très importante concerne la mémoire. Comment garder une trace du problème, même dans 500 ans ? Comment pouvons-nous réfléchir au-delà des</p>

<p>au-delà de cette session ?</p>	<p>questions géopolitiques, sociales et économiques actuelles ?</p> <p>Le sujet qui me semble le plus important : la question de notre capacité à gérer les déchets à très long terme et à préserver les générations et les espèces futures = problème éthique.</p> <p>Approfondissement : il faut bien sûr tenir compte des éventuels dysfonctionnements techniques, qui doivent être pris en charge par les entreprises et les gouvernements.</p> <p>La gestion à très long terme doit évidemment être approfondie, tout comme la manière dont les populations peuvent être mieux impliquées dans les décisions et la mise en œuvre.</p> <p>Faut-il privilégier la flexibilité ou l'indépendance vis-à-vis des changements sociétaux dans la gestion des déchets nucléaires ? + Question de la démocratie vs technocratie dans le traitement des déchets nucléaires</p> <p>Question du financement du plan de gestion nucléaire : comment garantir la continuité en cas de changement politique ?</p> <p>Nous avons discuté de la plupart de ces scénarios de manière hypothétique, mais il nous manque peut-être certaines connaissances techniques essentielles pour savoir quelles solutions sont réalisables/possibles à mettre en œuvre (contraintes technologiques, budgétaires et politiques).</p> <p>Par exemple, existe-t-il une quantité maximale de déchets nucléaires que nous pouvons stocker ?</p>
<p>MESSAGE À RETENIR Si un gouvernement, une institution ou un groupe de citoyens devait lire nos conclusions, que voudriez-vous</p>	<p>L'éducation au nucléaire est une priorité pour éviter la méfiance, les théories du complot, etc.</p> <p>La participation citoyenne à ce sujet reste probablement importante et pertinente.</p>

<p>qu'ils retiennent ?</p>	<p>L'éducation !</p> <p>Impliquer le public (la société civile dans son ensemble) est essentiel et pourrait être l'aspect le plus important de ce sujet.</p> <p>Nécessité de prendre en compte l'opinion de la population -> toujours prendre une décision en tenant compte des personnes qui pourraient être affectées. -> dialogue !</p> <p>La participation du public aux discussions sur la gestion des déchets est essentielle et nécessite au préalable une éducation sur les risques et un accès libre à l'information (transparence). Aucune solution n'est parfaite, c'est pourquoi il est important de disposer de plusieurs plans et de diversifier les risques pour garantir le succès d'une stratégie à long terme.</p>
<p>RETOUR SUR L'EXPÉRIENCE Qu'est-ce qui vous a le plus marqué/surpris pendant le jeu ?</p>	<p>C'est vraiment agréable d'écouter les idées des autres et d'acquérir de nouvelles perspectives. C'est un peu trop rapide pour pouvoir noter les idées (et on écrit moins quand on écrit en majuscules).</p> <p>Il est intéressant de réfléchir aux différents problèmes liés au nucléaire : même si l'on a une opinion à ce sujet, on prend rarement le temps de réfléchir aux différentes questions.</p> <p>Ce qui m'a le plus frappé, c'est probablement la diversité des catastrophes et des éléments à prendre en compte lors de l'élaboration d'une politique environnementale.</p> <p>Ce n'est pas vraiment une surprise, mais la diversité des idées et leur interconnexion étaient intéressantes. Même sans grande expertise, des idées très utiles peuvent émerger. L'importance apparente de l'éducation et de la culture dans cette conversation m'a également frappé.</p> <p>Très intéressant, cela a permis de découvrir les problèmes sous deux angles différents et de</p>

	<p>réfléchir à la manière de les résoudre. Très instructif.</p> <p>J'ai trouvé cela très intéressant car cela met en évidence la complexité de ces questions.</p>
--	---

Restitution atelier: Groupe 3 scénario 1

<p>PARCOURS Quel parcours (plateau) a été discuté ? Pourquoi ?</p>	<p>Parcours dirigé (driven)</p>
<p>SCÉNARIOS Quels événements ont été discutés pendant la session ? À quels critères d'évaluation étaient-ils associés ?</p>	<p>Rupture institutionnelle (fin de la 5ème république) Capacité institutionnelle à maintenir une stabilité</p>
<p>CONTRIBUTIONS CLÉS Quelles idées, réflexions ou points de vue ont émergé autour de la table ?</p>	<p>Plan actuel basé sur des valeurs démocratiques, comment le plan survit sans cela ? Comment assurer la continuité du plan dans de telles circonstances ? Perte de l'expertise sur les institutions en charge du plan s'effondrent. Rupture des financements assurant la réalisation du plan. Existe-t-il des financements indépendants de la stabilité des opérateurs ? Comment assurer la résilience du projet contre une instabilité institutionnelle ? Est-ce que cela est pris en compte ? Existe-t-il des exemples historiques ? Est-ce qu'un document cadre/(capsule temporelle) serait pertinent pour d'assurer de léguer l'ensemble des informations indispensables aux générations futures en cas de rupture institutionnelle ? Notamment sur les dimensions techniques à mettre au regard des avancées technologiques ? Assurer l'indépendance du programme vs institutions semble être la solution à long-terme la plus sécurisée mais difficile à mettre en place, le tout dans un esprit démocratique. Peut-on faire reposer cela sur des ONG ? Il semble important de considérer des scénarios multiples et qui sont liés à des valeurs qui</p>

	peuvent évoluer. S'assurer que le plan survive à un système différent.
--	--

Restitution atelier Groupe 3 scénario 2

<p>PARCOURS Quel parcours (plateau) a été discuté ? Pourquoi ?</p>	<p>Parcours dirigé (driven)</p>
<p>SCÉNARIOS Quels événements ont été discutés pendant la session ? À quels critères d'évaluation étaient-ils associés ?</p>	<p>Contestation des populations locales, les nouvelles générations ne veulent plus d'un enfouissement profond Evaluation par le prisme des dimensions culturelles et spirituelles</p>
<p>CONTRIBUTIONS CLÉS Quelles idées, réflexions ou points de vue ont émergé autour de la table ?</p>	<p>Des réseaux de savoirs réciproques devraient être créés localement pour s'assurer de la confiance des locaux en réalisant de la R&D. Cela retarderait la période de réversibilité. Impact sur la sécurité du site lié aux oppositions, retard sur la période de réversibilité. Les oppositions futures doivent être envisagées dans le plan actuel notamment sur les impacts liés à des cultures locales, identifier les verrous actuels dans le processus qui pourraient être problématiques.</p> <p>Proposition de fermeture plus rapide pour éviter les contestations possibles. Si pas d'alternative à l'enfouissement profond -> s'engager à diminuer le parc nucléaire. Des manifestations à ce stade sont inutiles, il faut prendre ces arguments en amont, se concentrer sur la réversibilité est une erreur (stratégie). Quelles apprentissages d'initiatives d'autres pays concernés notamment par des populations indigènes ? Techniquement, peut-on réellement récupérer les déchets ? Si on le fait, où les met-on ? Le gouvernement ne s'engagera pas sur de telles dépenses. Développer la R&D pour imaginer d'autres manières de récupérer les déchets. Enseigner ses sujets à l'école pour préparer aux débats publics. Politique révisionniste sur la date de fin de réversibilité. Est-ce que la période de réversibilité est</p>

	politique ou technique ? Nouvelles études pour étudier à nouveau cette date de fermeture. Quelle est la volonté politique à poursuivre sur cette voie ?.
--	--

Restitution atelier : Groupe 3 scénario 3

PARCOURS Quel parcours (plateau) a été discuté ? Pourquoi ?	Scénario ouvert
SCÉNARIOS Quels événements ont été discutés pendant la session ? À quels critères d'évaluation étaient-ils associés ?	Attaque délibérée (cyber) sur infrastructure du site Evaluation de la gestion du risque active
CONTRIBUTIONS CLÉS Quelles idées, réflexions ou points de vue ont émergé autour de la table ?	Révision du calendrier du plan pour avancer la date de la fermeture pour des raisons de sécurité ou plus tard pour se laisser le temps de considérer les risques possibles. Un site unique de stockage est-il un danger ? Ne faudrait-il pas avoir une redondance dans les installations ? Le site d'enfouissement devient secret défense pour se prémunir d'attaques. Révision des politiques énergétiques au regard de l'attaque cyber. Renforcement de la stratégie nucléaire comme outil de défense. Le backlash déclenché par l'attaque renforce le besoin de participation citoyenne notamment pour s'assurer de conserver la mémoire qu'une telle attaque est possible. Au contraire, cela risque de renforcer la décision autoritaire du gouvernement pour des raisons de sécurité. La contestation liée à l'attaque peut renforcer la concertation publique notamment sur les politiques énergétiques. L'attaque introduit la notion d'urgence et de scepticisme de populations locales qui remettent en question la sécurité d'une telle installation. Arrêt des consultations publiques et légitimation d'un sujet de sécurité nationale qui ne doit plus être débattu. Remet en question le stockage en surface comme étant très à risque et favorise la piste de l'enfouissement profond.

<p>CHANGEMENT DE PERSPECTIVE Avez-vous changé d'avis ou acquis de nouvelles perspectives au cours de la discussion ?</p>	<p>Importance d'appréhender la complexité de la prise de décisions et de prendre en compte différentes perspectives. Importance de conserver une flexibilité sur le plan. Identification de controverses auxquelles je n'avais pas pensé. Perspective de long terme et envisager la résilience sur des décisions face aux imprévus futurs.</p>
<p>QUESTION OUVERTE Quelle question importante a émergé et mérite d'être approfondie au-delà de cette session ?</p>	<p>Quelles autres pistes à l'enfouissement peuvent être considérées ? Qu'il n'y a pas qu'une solution et qu'un seul événement peut modifier entièrement la stratégie. Comment transmettre toutes ces informations aux générations futures ? Qu'est ce que les différentes agences/opérateurs prévoient de faire pour chaque scénario différent ?</p>
<p>MESSAGE À RETENIR Si un gouvernement, une institution ou un groupe de citoyens devait lire nos conclusions, que voudriez-vous qu'ils retiennent ?</p>	<p>Un plan de gestion de déchets requiert une vision de long terme et différentes perspectives et scénarios futurs. Besoin d'un cadre légal fort. Les scénarios semblent si loin de notre réalité mais il faut être capable de se projeter.</p>
<p>RETOUR SUR L'EXPÉRIENCE Qu'est-ce qui vous a le plus marqué/surpris pendant le jeu ?</p>	<p>Le jeu montre bien la complexité du sujet et des décisions. Partage de points de vue différents. Besoin de plus "discuter". Force à se poser des questions auxquelles on n'avait pas pensé. Les scénarios permettent d'envisager des pistes différentes</p>

Restitution atelier: Groupe 4 scénario 1

<p>PARCOURS Quel parcours (plateau) a été discuté ? Pourquoi ?</p>	<p>Parcours dirigé (driven)</p>
<p>SCÉNARIOS Quels événements ont été discutés pendant la session ? À quels critères d'évaluation étaient-ils associés ?</p>	<p>Événement : instabilité politique (B3) Évaluer : résilience + risque (X3), capacité institutionnelle + stabilité (Y2) Quand : maintenant</p>

	<p>En cas d'instabilité politique avec un changement d'administration, il y a de fortes chances que celle-ci ne soit pas d'accord avec les plans établis. Pour tenir compte des changements inévitables, je pense que X3 et Y2 sont nécessaires pour favoriser la flexibilité et la durabilité.</p>
<p>CONTRIBUTIONS CLÉS Quelles idées, réflexions ou points de vue ont émergé autour de la table ?</p>	<p>Importance de l'équilibre des pouvoirs : Par la voie démocratique et politique, grâce à la consultation et à la participation des citoyens. Par la voie judiciaire, grâce à un système de freins et contrepoids et à des institutions capables d'exercer une influence et d'assumer leurs responsabilités. Les médias constituent une autre source de pouvoir. Il est essentiel de garantir la transparence des décisions politiques. La plupart du temps, ces projets ont été créés de manière apolitique. Seule la partie exécution a été abordée. Dépolitiser la question ? Je ne pense pas que ce soit une bonne solution. Ils doivent connaître les risques que nous ne pouvons pas simplement ignorer dans le domaine de la production : nécessité de participation et de délibération.</p> <p>Je conviens qu'un accord entre les partis et un certain degré de stabilité sont nécessaires, mais je me demande si cela est politiquement faisable dans des démocraties majoritaires comme les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. Impliquer le public pourrait être un bon moyen de mobiliser un tel changement, mais s'appuyer sur une expertise approfondie est peut-être le meilleur moyen de présenter une décision comme scientifiquement juste.</p> <p>La solution réside dans une dépolitisation totale. L'échec se traduit par une perte démocratique, une perte technocratique et une perte de choix politiques. Nous acceptons que la politique nucléaire soit une question non démocratique, ou que le</p>

public ne puisse être chargé de prendre des décisions éclairées. La solution serait de fixer un seuil plus élevé.

Solutions proposées : consensus politique, répartition des pouvoirs, autorités indépendantes, adaptation de la législation. Le scénario proposé est réellement envisageable à court terme. Administration Trump ou élection présidentielle française de 2027.

L'événement proposé utilisait l'administration Trump comme exemple d'instabilité politique perturbant le plan prédéterminé. Bien que le renforcement des capacités institutionnelles et de la résilience dans le plan puisse ralentir les actions d'une administration comme celle de Trump, nous savons également qu'il défie la plupart des barrières prédéfinies pour faire ce qu'il veut, à quelques exceptions près, comme la Fed.

Une bonne question devrait être la manière judiciaire de trouver une solution. Réfléchir à la manière dont les freins et contrepoids pourraient créer le même type de changements, par exemple un programme minimal. Séparation des pouvoirs, recours à la voie démocratique et agences.

L'initiative citoyenne est intéressante, mais elle n'est pas contraignante. Pour les partis politiques, qui ne l'utilisent plus depuis un certain temps en France, il semble plus facile de gouverner sans elle. La recherche d'un consensus semble intéressante, mais aussi complexe dans la pratique. Comment cela fonctionne-t-il si les partis influents refusent le dialogue et le compromis (tendance observée aux États-Unis et en France) ?

Soulève la question de la résilience avant la fin de la récupérabilité. Faut-il un dispositif

institutionnel particulier qui rendrait plus difficile l'abandon du projet ? L'instabilité politique est fréquente alors que la gestion des déchets nucléaires nécessite une perspective à long terme et de la stabilité. Quelle importance devrait avoir une autorité indépendante ?

Avec les élections présidentielles de 2027 qui approchent, ce scénario est tout à fait réaliste. Une stratégie intelligente devrait inclure un plan de résilience et d'abandon.

Pessimistes face à ce scénario, quelques personnes ont déclaré qu'il était réaliste et qu'il pouvait se produire.

Politisé ? Prendre des décisions pour les générations futures, mais une fois le consensus atteint, il doit être maintenu.

Je pense que le risque est principalement financier, lié à des coupes irrémédiables. Ce scénario entraînerait beaucoup de coûts irrécupérables, susciterait la défiance du public et réduirait la probabilité qu'un futur projet d'élimination soit accepté/défendu par le grand public, si des preuves scientifiques ultérieures de changements dans la gouvernance/le gouvernement justifiaient la reprise d'une situation similaire.

Pour faire face à un changement dans la composition politique, des mesures de protection pourraient être mises en place pour le projet. Par exemple, un pourcentage plus élevé de votes requis au Parlement, sur la base d'un référendum, afin de garantir la responsabilité, le verrouillage constitutionnel, etc. Veiller à ce qu'il s'agisse d'un compromis entre les partis lors de son adoption.

Je pense que la gestion des déchets nucléaires est un sujet trop spécialisé pour mériter un référendum, et que le débat citoyen et la participation des citoyens à la mise en œuvre

	constituent le moyen le plus réaliste de démocratiser le processus. Une analyse comparative des coûts de ces solutions devrait être présentée afin de déterminer la charge financière.
--	---

Restitution atelier: Groupe 4 scénario 2

PARCOURS Quel parcours (plateau) a été discuté ? Pourquoi ?	Parcours dirigé (driven)
SCÉNARIOS Quels événements ont été discutés pendant la session ? À quels critères d'évaluation étaient-ils associés ?	<p>Événement A4 Évaluation Z2 et évaluation financière (carte joker) Événement 100-150 à partir de maintenant</p> <p>Dans cet événement, une nouvelle solution apparaît qui nous permet de réduire l'activité des déchets radioactifs et qui constitue une alternative à Cigéo. Le projet était déjà coûteux (20 à 30 milliards d'euros) et la récupération prévue est également réalisée. Que devons-nous prévoir dans cette situation ? Fermer Cigéo, récupérer les déchets ? Quelle est la décision financière que nous devons prendre ?</p>
CONTRIBUTIONS CLÉS Quelles idées, réflexions ou points de vue ont émergé autour de la table ?	<p>En matière d'innovations, nous devons absolument nous assurer qu'il s'agit d'une véritable alternative. Changer toutes nos institutions ne semble donc pas être la meilleure solution. Mais il est absolument essentiel de se préparer et de mener une phase de test. Nous disposons déjà des infrastructures nécessaires, le coût se limite donc au fonctionnement. Il serait judicieux de suspendre temporairement le projet actuel.</p> <p>Avant Cigéo, assurez-vous qu'il s'agit de la technologie la plus performante et la moins coûteuse. Appliquez cette technologie à la prochaine « série » de déchets produits, c'est-à-dire au prochain plan.</p>

Préoccupations sociales et environnementales liées à l'abandon.

Prenez le temps de tester la nouvelle solution. Allez de l'avant et planifiez financièrement Cigéo. Prendre des mesures pour s'assurer que Cigéo aboutisse ?

Devrions-nous prolonger de manière préventive la période de récupération afin de nous préparer aux nouvelles innovations technologiques ?

Quel est le montant des investissements consacrés aux nouvelles solutions que nous pouvons considérer comme potentiellement réalistes ?

Dans quelle mesure le stockage géologique présente-t-il un risque tel que les nouvelles solutions ne vaudront jamais leur coût ? En particulier si les déchets de haute activité ne sont plus radioactifs dans 300 ans ?

Il ne s'agit pas de projets à court terme et, par conséquent, les décisions/innovations/évolutions ne doivent pas être votées/décidées à la hâte, ce qui signifie que lorsque nous ne sommes pas certains des coûts/de l'efficacité, nous pouvons toujours prendre le temps de faire des tests. La question est la suivante : comment garantir la transmission entre les générations, les personnalités politiques et les débats ?

De plus, la solution ne doit pas opposer les anciennes et les nouvelles méthodes d'élimination géologique (moins efficace ne signifie pas inefficace).

Innovation : moins de risques environnementaux. Quel prix sommes-nous prêts à mettre sur la table ?

Nous avons tous accueilli la technologie à bras ouverts.

Le techno-optimisme est un piège.

Il empêche de prendre des décisions, car il allège la pression financière/politique qui pèse sur les instances politiques (à leur avantage) tout en augmentant les risques financiers pour les générations futures. Un peu comme le changement climatique et les technologies de géo-ingénierie.

Il s'agit essentiellement d'un compromis entre le coût lié à l'augmentation de la durée de récupération et les derniers avantages d'une éventuelle utilisation des déchets pour l'environnement dans le cadre de la production d'énergie, étant donné que la probabilité d'une innovation ou d'une percée scientifique est inconnue. À mon avis, il n'existe pas de solution claire, l'incertitude est trop grande et les politiciens ne disposent pas d'outils d'atténuation crédibles. Si l'innovation est possible, alors il pourrait être justifié de prolonger la durée de récupération.

Dans un cas comme celui-ci, la cause de réversibilité devient probablement très importante. Elle remet en question l'hypothèse selon laquelle ce type d'élimination est vraiment une solution ou est fiable. Cependant, compte tenu des coûts engagés jusqu'à présent pour l'installation, je me demande comment une nouvelle solution pourrait compenser ces coûts irrécupérables. Cela met en évidence la difficulté de planifier à si long terme, car nous devons également tenir compte de la structure du marché et de la main-d'œuvre. Je pense par exemple aux économies minières des Appalaches qui ont depuis été abandonnées, laissant de nombreuses personnes dans la pauvreté. Abandonner rapidement un projet établi au profit d'une nouvelle avancée

technologique peut nuire à certains groupes sociaux et à l'environnement.

Je pense que le principal argument en faveur d'une modification du plan devrait concerner la sécurité. Il faut laisser la porte ouverte à de futures modifications du plan, avec une évaluation des risques. Si cela s'avère plus sûr et moins coûteux, alors cela devrait être autorisé.

Un plan préparé aujourd'hui avec de faibles perspectives de changement peut évoluer sur le plan technique jusqu'à la fin de la récupérabilité. Il devrait exister une procédure de réforme spéciale permettant de tels changements en fonction des progrès technologiques (tout en tenant compte des risques). Si cela n'est pas possible, le pays peut créer un nouveau plan moins coûteux pour la gestion des déchets futurs (le cas échéant).

Je me demande si ces questions concernant les 200 à 300 prochaines années sont réellement prises en compte par les gouvernements actuels.

Je m'interroge également sur la structure du travail dans le domaine de la gestion des déchets radioactifs. Combien de personnes cette industrie emploie-t-elle ? Quels terrains sont utilisés pour ces installations ?

Réactions aux réactions : comment réaliser une analyse coûts-bénéfices pour l'environnement en général ?

Une bonne gouvernance en termes de planification pour un avenir incertain ? C'est possible pour l'environnement, mais pas pour les générations futures en termes d'incertitude.

Restitution atelier: Groupe 4 scénario 3

<p>PARCOURS Quel parcours (plateau) a été discuté ? Pourquoi ?</p>	<p>Nouveau Parcours : Solution partagée internationalement (voir photo en annexe)</p>
<p>SCÉNARIOS Quels événements ont été discutés pendant la session ? À quels critères d'évaluation étaient-ils associés ?</p>	<p>Scénario : C2 + Y3 + X1 + X4</p> <p>Violation de l'intégrité de la sécurité</p> <p>Au terminus régional sécurisé</p> <p>Un petit groupe de scientifiques a découvert une violation de l'intégrité de la sécurité sur le site régional commun où les déchets devaient être enfouis. La violation de l'intégrité de la sécurité (risque de glissement de terrain) ne fait pas l'objet d'un consensus scientifique. L'autorisation de création a déjà été donnée.</p> <p>-----</p> <p>Autres scénarios :</p> <p>B6 : Une puissance envahissante prend le contrôle du site de stockage pendant son exploitation, expulse le personnel et tente passivement de militariser les déchets. Que se passe-t-il ? Comment atténuer ce risque ?</p> <p>B4 / Z4 / Y1 : Contestation « maintenant » alors que le projet commun est en cours de décision. Qui fait ce choix ? Comment la voix du peuple est-elle entendue et comment s'assurer que 150 ans plus tard, le peuple sera toujours souverain dans la décision ? Comment déterminer qui assumera la charge ?</p>
<p>CONTRIBUTIONS CLÉS Quelles idées, réflexions ou points de vue ont émergé autour de la table ?</p>	<p>Les installations provisoires sont donc réglementées par différentes entités, et c'est là que réside le problème. Comment parvenir à un nouveau consensus entre les pays participants ? Comment la décision initiale a-t-elle été prise ? Quels ont été les critères utilisés pour</p>

	<p>déterminer la sécurité du terminus ? Peut-on reproduire ce modèle ?</p> <p>Comment valider le consensus scientifique ? Mesures proactives pour gérer les sites provisoires.</p> <p>Dans quelle mesure les systèmes de connaissances autochtones sont-ils intégrés en Europe ? Globalement, cela soulève la question de l'autorité. La voix de l'industrie sera forte dans ce domaine, donc pour être réaliste, nous devons réfléchir à ce pour quoi elle ferait pression dans ce scénario.</p> <p>Séparation claire entre scientifiques et politiciens, parti pris technocratique. Les scientifiques ne sont pas ceux qui prennent les décisions.</p> <p>Comité scientifique transnational. La sécurité doit être une priorité absolue pour le nucléaire. Il faut envisager une réaffectation.</p> <p>Comment les connaissances scientifiques sont-elles partagées ? Et produites ? Les connaissances autochtones restent-elles au sein de notre communauté scientifique ?</p> <p>Défauts internes après la construction : l'investissement a déjà été réalisé : quelles sont les réactions ?</p> <p>Évaluation supplémentaire avant de commencer le stockage. Évaluer les risques : humains, erreurs, calendrier, quelle solution pour le confinement ? Peut-on ajouter des barrières supplémentaires ? Des scientifiques externes ?</p> <p>Mettre en évidence les problèmes liés à l'action collective : les comités nucléaires peuvent ne pas parvenir à un consensus et présenter des risques élevés. Quelle incitation y a-t-il à dépenser davantage si le site de stockage ne se trouve pas sur votre territoire ?</p>
--	---

Cela nécessite une grande adaptabilité et une faible dépendance vis-à-vis du chemin emprunté. Si les scientifiques confirment le risque, le site pourrait être réaffecté au stockage de matériaux moins dangereux (or, archives sensibles, matériel militaire, entrepôt de céréales, etc.). Il faudrait alors réévaluer la recherche proactive d'un consensus scientifique. Il serait également important de s'assurer qu'il n'y a pas de conflit d'intérêts de la part des scientifiques.

Il est important de prendre en compte le poids de l'expertise scientifique et les différentes connaissances dans chaque pays. Au début, il peut être important d'identifier un comité d'experts indépendant et transnational qui dirige et informe le groupe régional de contributeurs. Investir tôt dans un tel comité pourrait permettre de prévoir plus rapidement les failles de sécurité. Je pense qu'en matière de déchets radioactifs, la sécurité doit être une priorité absolue, comme l'a montré Fukushima en 2011. Dans ce cas, je penche pour l'abandon si les experts indiquent une faille de sécurité.

En cas de faille dans la sécurité, le plan doit être remis en question. La mise en place d'un terminus régional sécurisé devrait être la solution idéale, mais des solutions nationales doivent rester envisageables. L'avenir à 150 ans est très incertain, ce qui signifie que si une telle situation venait à se produire, la solution intermédiaire permettrait de gagner du temps pour élaborer des plans nationaux. Il incombe à chaque État de se préparer à cette éventualité.

La question institutionnelle est essentielle. Pour permettre à ce projet de voir le jour : comité scientifique, qui décide, les pays agissent-ils en leur nom propre ou dans le cadre d'une organisation internationale plus large similaire à l'UE ?

	<p>3 comités institutionnels de contrôle et d'équilibre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - branches exécutives pour la gestion des déchets radioactifs : vote à la majorité, par exemple - Tribunaux judiciaires pour les conflits entre acteurs - Branche du conseil de recherche, les coûts élevés induisent une collaboration étroite et un pouvoir de décision allant au-delà des simples études. <p>Les problèmes sont la perte de souveraineté, la santé des personnes vivant à proximité, les questions de sécurité, les communautés, les points de lobbying.</p> <p>Nous devons créer des institutions pour représenter les populations et les différents pays. Quelque chose dans lequel les pays peuvent voter à la majorité. Et les pays qui stockent effectivement des déchets radioactifs pour d'autres pays devraient verser une compensation financière. Un système vraiment efficace pour établir une coopération, car nous ne pouvons pas avoir des institutions faibles.</p> <p>Comité scientifique ayant le dernier mot : pertinent dans ce scénario, mais potentiellement dans d'autres également. Analyse des contrôles et équilibres liés à la réaffectation du site et à la construction d'un autre bâtiment. Si les installations existantes doivent être prolongées, consensus citoyen sur l'emplacement. Exemple de centres de données d'IA ayant un impact négatif sur les communautés voisines.</p>
<p>CHANGEMENT DE PERSPECTIVE Avez-vous changé d'avis ou acquis de nouvelles perspectives au cours de la discussion ?</p>	<p>Je n'avais pas d'opinion tranchée avant de participer au jeu, mais après y avoir joué, j'ai l'impression d'avoir beaucoup appris sur les options et les solutions existantes. J'ai également beaucoup appris de mes pairs, qui ont des connaissances et des expériences différentes des miennes.</p>

	<p>Je ne pense pas que mon point de vue ait changé, mais je pense qu'il est devenu plus nuancé, car je prends désormais en considération d'autres facteurs que les aspects politiques et environnementaux.</p> <p>Je n'avais pas réfléchi à la question du consensus/de la certification en matière de sécurité. C'était difficile à atteindre.</p> <p>J'ai acquis une vision plus globale grâce à notre scénario international, qui était absolument passionnant.</p> <p>Ce jeu m'a fait prendre conscience du défi que représente la gouvernance pour des événements qui se dérouleront dans 100 ou 500 ans. La prise de décision telle qu'elle est actuellement ne semble pas adaptée à cela. Je pense également que l'optimisme excessif envers la technologie représente un grand danger dans ce domaine.</p>
<p>QUESTION OUVERTE Quelle question importante a émergé et mérite d'être approfondie au-delà de cette session ?</p>	<p>Gouvernance et prise de décision en matière de déchets de ce type (autorité indépendante vs scientifiques vs populations autochtones, etc.).</p> <p>Politisation vs technocratie et science ?</p> <p>Comment s'assurer que ces projets ne sont pas motivés par un optimisme technologique ?</p> <p>Quel est le rôle de l'expertise scientifique dans la prise de décision politique ? Quel est le rôle du public dans le consensus autour de l'emplacement des installations de stockage ? Comment les décideurs évaluent-ils le risque environnemental par rapport au risque humain ?</p> <p>Je pense que la question importante qui se pose est celle de l'équilibre entre stabilité et réversibilité : s'assurer que l'ensemble du plan ne changera pas à chaque petit changement politique tout en garantissant que les</p>

	<p>générations futures resteront souveraines pour changer d'avis.</p> <p>Comment les déchets radioactifs sont-ils gérés à l'échelle internationale ? Aujourd'hui, la ruée vers la guerre et les questions de sécurité semblent vraiment importantes. Comment pouvons-nous gérer la sécurité dans un contexte de guerre en Europe ?</p> <p>Combien de personnes un projet comme Cigéo emploie-t-il ? L'impact de ces projets sur le marché du travail est un élément important à prendre en compte en cas d'abandon ou de modification du projet.</p>
<p>MESSAGE À RETENIR Si un gouvernement, une institution ou un groupe de citoyens devait lire nos conclusions, que voudriez-vous qu'ils retiennent ?</p>	<p>L'élaboration des politiques relatives au stockage des déchets nucléaires doit être adaptable, non variable, stable, mais aussi contestable (dans des limites raisonnables).</p> <p>De nombreux points de vue doivent être pris en compte. Engagement à long terme.</p> <p>La transparence et l'éducation sur ces sujets sont essentielles. Si la participation des citoyens n'est pas possible, nous devons créer beaucoup plus d'espace pour la délibération dans nos pays.</p>
<p>RETOUR SUR L'EXPÉRIENCE Qu'est-ce qui vous a le plus marqué/surpris pendant le jeu ?</p>	<p>La dépendance au cheminement, la voie tracée ne nous a-t-elle pas poussés à remettre en question le projet en lui-même ?</p> <p>Je suis surpris que nous ayons peu discuté de la durabilité du système dans son ensemble. Dans le sens où nous étions très techno-optimistes.</p> <p>Avec une formation en sciences politiques, nous sommes également légitimes pour débattre de cette question très technique, normalement réservée aux scientifiques.</p>

	<p>J'ai surtout été surpris par les différentes perspectives que nous avons tous adoptées sur les mêmes questions. Certains se sont vraiment concentrés sur les aspects pratiques, tandis que d'autres ont soulevé des questions démocratiques ou éthiques. Le deuxième tour a été très utile pour combiner toutes ces différentes approches dans une réflexion complète.</p>
--	---

Livrables attendus:

La fiche de restitution atelier fournie est à remplir impérativement et à transmettre sous format numérique accompagnée éventuellement d'autres travaux produits, à l'équipe du débat par e-mail.

En cas de prise d'images durant l'atelier, merci d'envoyer l'ensemble des fiches de droit à l'image dûment remplies également par e-mail.

Annexe : corpus documentaire

Site du débat :

<https://www.debatpublic.fr/gestion-matieres-et-dechets-radioactifs>

- Présentation de la CNDP
- Présentation du débat